

À ORTHEZ AUSSI L'EXTRÊME GAUCHE RÉCUPÈRE LA COLÈRE DES LYCÉENS : UN ÉLU RN INSULTÉ ET MENACÉ DEVANT LA MAIRIE

COMMUNIQUÉ DE NICOLAS CRESSON

CONSEILLER MUNICIPAL & COMMUNAUTAIRE D'ORTHEZ
DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL ADJOINT - MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL
RÉFÉRENT DE LA 3E CIRCONSCRIPTION

Ce mardi 6 octobre, le maire d'Orthez avait convié les élus à recevoir en mairie une délégation de lycéens mobilisés. Cette délégation **a refusé d'entrer en ma présence, au seul motif que je suis un élu du Rassemblement National**. Le maire ne m'a pas demandé de partir : il a décidé que la rencontre se tiendrait dehors. Soucieux malgré tout d'entendre les revendications lycéennes propres à Orthez, je suis naturellement resté.

Sur le parvis, j'ai été accueilli par des **slogans injurieux contre le RN**, répétés en boucle, les regards fixés sur moi. Pendant l'échange avec les élus, des manifestants ont **cherché mon visage sur les réseaux sociaux pour m'identifier**. Les slogans sont alors devenus personnels : « Nico le facho », « Dehors les fachos », « **Rigole, on va t'avoir** ».

Je tiens à **remercier les forces de l'ordre** présentes sur place. C'est grâce à leur sang-froid et à leur professionnalisme que ce rassemblement, malgré la tension et les provocations, s'est déroulé sans débordement. Elles ont pourtant été prises pour cible à leur tour : en repartant vers le lycée, des manifestants scandaient un slogan hostile à la police et à l'État, « **À bas l'État, les flics et les fachos** ».

Exclure un élu, l'identifier, le menacer : ce ne sont pas les méthodes de lycéens inquiets pour leurs cours, ce sont **des méthodes de militants**. Car oui, au milieu des lycéens flottaient **les drapeaux de La France insoumise et du Parti communiste**. On y scandait « Pas de rentrée sans étudiants étrangers » : quel rapport avec les classes surchargées de Gaston-Fébus ? Aucun. Ce que j'ai vu à Orthez, la France le voit depuis plusieurs jours : partout où ce mouvement s'installe, l'extrême gauche arrive avec ses drapeaux, ses mots d'ordre et ses cibles. **Elle ne défend pas les lycéens, elle se sert d'eux**. Un mouvement né de problèmes réels est en train d'être confisqué par des partis qui se moquent de l'école et utilisent des mineurs pour leur propagande.

Je donne acte au maire de ne pas avoir cédé sur ma présence. Mais **il fallait aller au bout et refuser la rencontre**. Nous sommes en démocratie : **on ne dialogue pas avec ceux qui posent comme préalable l'exclusion d'un élu**. En maintenant l'échange, même dehors, on laisse croire à une minorité bruyante que ses exigences se négocient. Je tiens mon mandat des Orthéziens, et personne d'autre qu'eux ne décide de ma place.

Je pense aux **lycéens qui se mobilisent pour de vraies raisons**, le manque de professeurs, les classes surchargées, les bâtiments dégradés, et dont la parole est étouffée par ces militants. **Ce sont eux les premières victimes de cette récupération** : pendant qu'on scande des slogans partisans, plus personne n'entend ce qu'ils ont à dire. Je pense à **leurs parents**, qui n'ont pas confié leurs enfants à l'école pour qu'ils servent de troupes à des partis. Le Rassemblement National, lui, demande **le rétablissement des 4 000 postes d'enseignants supprimés** au budget 2026.

Je demande au maire de **condamner publiquement les menaces** proférées devant la mairie, et de poser un principe pour l'avenir : **aucune délégation ne sera reçue si elle prétend choisir les élus qui lui font face**.

Ma porte reste ouverte aux lycéens de Fébus et à leurs parents qui veulent parler de leurs conditions d'études, sans drapeau et sans intermédiaire. Mais **je ne céderai ni aux insultes ni aux menaces**.